

STATUTS

ARTICLE 1

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901 et le décret du 16 Août 1901, ayant pour titre : **SAINT FULGENT-LES ESSARTS ENTREPRISES**

ARTICLE 2

Cette association a pour but le développement économique du territoire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, en étant :

- Un lieu d'échange entre chefs d'entreprise
- Une cellule de réflexions, d'échanges et d'initiatives dans le domaine économique
- Une cellule de promotion et de développement économique du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts et de ses environs.
- Une force de propositions
- Un interlocuteur et une structure d'accueil pour les investisseurs potentiels
- Un interlocuteur et un lieu de concertation avec les élus et les pouvoirs publics

ARTICLE 3

Le siège social est fixé : 2 rue Jules Verne – 85250 SAINT-FULGENT

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 4

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5

L'association est composée :

- de membres adhérents, formant les membres actifs,
- de membres honoraires.

ARTICLE 6

Peuvent être membres de l'association les entreprises installées sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts ou en passe de s'y implanter et tout autre personne physique ou morale intéressée au but de l'association. Le bureau est seul habilité à agréer les candidatures ou à prononcer la radiation de ses membres.

ARTICLE 7

Les membres de l'association se réunissent au moins une fois par an en assemblée générale.

ARTICLE 8

Les membres de l'association élisent en leur sein un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'un secrétaire.

ARTICLE 9

Le bureau de l'association est élu pour 3 ans.

ARTICLE 10

Les ressources de l'association se composent d'une cotisation annuelle de ses membres actifs fixée par le bureau et de toutes les recettes compatibles avec son statut et ses buts.

ARTICLE 11

Le budget annuel est voté par l'assemblée générale.

L'actif de l'association répond seul des engagements en son nom sans qu'aucun des membres du bureau et qu'aucun de ses membres adhérents puissent être personnellement responsable.

ARTICLE 12

Un règlement intérieur peut être établi par le bureau. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 13

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du bureau. L'assemblée générale doit se composer dans tous les cas de la moitié au moins des membres.

ARTICLE 14

L'assemblée générale convoquée appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association doit comprendre au moins la moitié plus un des membres actifs ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau à 15 jours d'intervalle au moins et cette fois peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

ARTICLE 15

En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de l'association. Elle attribue l'actif net à une ou plusieurs sociétés de bienfaisance locale.

ARTICLE 16

Le Président devra faire connaître dans les trois mois, à la préfecture, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association ainsi que toutes les modifications apportés aux statuts.